

Afrique du Nord

Les systèmes financiers bloquent l'intégration régionale

Publié le : 20.02.2007 | 16h40

Ils sont peu développés et lentement réformés

Le commerce extérieur et le commerce régional en Afrique du Nord sont handicapés par les systèmes financiers des pays de la région, peu développés et lentement réformés. Un constat partagé par l'ensemble des intervenants ayant pris part, hier, à la session sur la conciliation entre facilitation du commerce et conformité avec les normes de gouvernance financière et ce, en marge du Forum organisé sur le commerce en Afrique du Nord, au Palais des congrès à Marrakech,.

Certes, les banques de la région, pour la plupart, sont engagées, depuis de longues années dans des processus de réformes financières et commerciales. Seulement, il reste encore du chemin pour permettre un certain niveau d'intégration pour la région.

A cet égard, les banques centrales d'un certain nombre de pays (Tunisie et Mauritanie par exemple), et afin de prévenir les crises et les chocs régionaux et internationaux, ont noué des accords de coopération prévoyant l'adoption des règles de gestion prudentielles conformément aux critères internationaux en matière de supervision bancaire et financière.

Des initiatives sont également en cours visant une harmonisation et une convergence des réglementations et des procédures. Cependant, il faudrait dire que le système financier ne constitue pas toujours un vecteur de développement du commerce régional.

Outre l'aspect réglementaire, l'analyse de la perception des systèmes financiers des pays d'Afrique du Nord révèle que les problèmes d'accès au financement constituent un frein au développement des affaires et du commerce.

Ces pays souffrent aussi de difficultés au niveau de la gouvernance bancaire et de la gouvernance des entreprises. Une contrainte majeure à la facilitation du commerce. En effet, le manque d'informations à la disposition des banques pour cerner les risques des projets, l'insuffisance des moyens concernant les centrales des risques et les commissions bancaires, la structure familiale des entreprises en Afrique du Nord (refus des risques et de la transparence, confusion de l'innovation avec l'opportunisme, renfermement), sont autant de difficultés qui font blocage à l'instauration de bonnes relations entre les banques et les entreprises, notamment les PME faiblement capitalisées.

A ce niveau, il a été signalé que les banques ont une préférence pour le découvert, plus rémunérateur et plus facile à interrompre unilatéralement que le crédit.

Avec à la clé 3 moyens de financement des PME et des jeunes entrepreneurs qui se développent en Afrique du Nord. Il s'agit du microcrédit (le Maroc est le leader régional en la matière suivi de l'Egypte), du capital risque détourné souvent de sa vocation initiale, à savoir le financement des start-up et le crédit-bail.

En guise de recommandations pour le développement du commerce entre les pays d'Afrique du Nord, les intervenants ont insisté sur l'harmonisation, non pas uniquement du dispositif réglementaire mais aussi des systèmes de paiement. La création des institutions financières régionales n'est pas en reste. C'est d'ailleurs l'esprit de la future Banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur qui aura pour objectif le financement des projets agricoles et industriels d'intérêt commun pour les pays de l'UMA, la mobilisation des investissements pour d'autres projets réalisables et la promotion du commerce et des accords de paiement.

L'Etat, juge et partie

La réglementation bancaire est souvent jugée peu claire, ambiguë et difficile à mettre en œuvre. En outre, les documents transmis par les banques permettent difficilement d'évaluer la véritable qualité des portefeuilles détenus. S'agissant des départements de la supervision bancaire, ils manquent pour la plupart de moyens (notamment humains) et doivent évoluer. D'où la nécessité de mettre à niveau les autorités de contrôle. A ce titre se pose, d'ailleurs, le problème d'indépendance des autorités de contrôle et de régulation.

REPÈRES

Recommandations

- > Accélérer le désengagement de l'Etat du secteur bancaire dans les pays comme l'Algérie, la Libye et la Mauritanie ;
- > Augmenter la part des crédits octroyés au secteur privé (Algérie, Libye, Mauritanie & Soudan) ;
- > Assainir les bilans des banques des crédits accrochés qui demeurent persistants en dépit des efforts accomplis (Algérie, Egypte, Libye et Tunisie) ;
- > Accélérer le processus de restructuration et de modernisation des moyens de paiement ;
- > Renforcer la compétitivité et la rentabilité des banques en incitant les autorités publiques de ces pays à encourager les opérations de fusion et d'acquisition ;
- > Réduire les inefficacités d'échelle en augmentant la taille des entités bancaires grâce aux opérations de fusion.

Nadia Benyouref | LE MATIN

Afrique du Nord

L'ensemble régional le moins intégré

Publié le : 19.02.2007 | 15h43

**Les blocages au processus d'intégration persistent
Mal en point depuis de longues années, le commerce entre les pays de l'Afrique du Nord pourrait-il s'épanouir avec la multiplication des accords d'intégration économique ? Tout laisserait croire hier, au Palais des congrès à Marrakech rassemblant les opérateurs du microcosme économique et financier de la région, que la volonté est là pour intensifier les flux d'échanges commerciaux inter et intra régionaux, dans un contexte, pourtant, où des blocages persistent au processus d'intégration, en dépit des potentialités que recèle les économies nord-africaines.**

En effet, les différents intervenants n'ont pas manqué de regretter l'impact limité de ces accords. Pour ne citer que les échanges entre les pays maghrébins, ils sont loin de faire la joie des acteurs économiques qui y opèrent. Les taux de protection appliqués sont assez élevés entre eux, notamment pour les céréales, les produits agricoles et les hydrocarbures.

Une situation qui n'a pas manqué, tout récemment, d'interpeller les décideurs sur la nécessité de création d'une communauté économique maghrébine.

Au-delà des barrières tarifaires, les tensions politiques ont largement contribué à la lenteur du processus d'intégration. En outre, la libre circulation des biens et des personnes a été gênée entre autres par la présence de zones de transit et les requêtes de visas. S'y ajoutent la volatilité de la croissance économique et la précarité du système financier, sans omettre l'absence de coordination économique ainsi que la concentration du commerce régional dans des sous-ensembles régionaux dont les similitudes des dotations en ressources ou l'absence de complémentarité/diversification sont à priori les plus forts.

Or, la théorie traditionnelle du commerce international stipule que le succès d'un accord d'intégration est lié à une certaine complémentarité des économies concernées.

D'ailleurs, même au niveau multilatéral, les conditions ne profitent pas pleinement aux opérateurs économiques de la région nord africaine, en particulier aux PME.

Celles-ci souffrent d'une concurrence inégale des grandes firmes européennes, les empêchant d'exploiter les opportunités offertes.

Pour les observateurs, les résultats de ces accords, 10 ans après le lancement du processus de Barcelone (1995) demeurent loin des objectifs assignés.

Devant un tel tableau, tout l'art serait de savoir jusqu'où aller et quels domaines inclure dans l'intégration régionale.

La profondeur du processus peut se limiter, dans un premier temps, à quelques produits ou secteurs. De part son envergure, elle peut englober tout un processus d'intégration économique et politique, qui englobe l'harmonisation des politiques fiscales et des standards de production.

D'ailleurs, le critère de réussite d'une intégration est le bien-être économique et social qu'elle procure aux populations. D'où l'intérêt de mettre de plus en plus l'accent sur l'encouragement de l'initiative privée.

Croissance sans effet sur le chômage La performance économique des pays d'Afrique s'améliore sensiblement depuis quelques années. Les taux de croissance économique augmentent depuis la début des années 2000.

Ce pendant, la région demeure caractérisée par la concomitance de 3 facteurs : l'instabilité des taux de croissance économique, la persistance de taux de chômage élevés et la faiblesse du niveau d'intégration.

A signaler que des conditions climatiques favorables pour l'agriculture, la flambée du cours de pétrole pour les pays exportateurs de la région et des politiques économiques encore plus dynamiques que par le passé se sont traduites en 2006 par un net raffermissement de la croissance (7% contre 5% en 2005).

Et ce, malgré de fortes disparités par pays (5% en Tunisie, 6,3% en Algérie, 7% en Egypte, 8% au Maroc et en Libye, 10% au Soudan et 19,4% en Mauritanie). Pour l'année 2007, les estimations officielles tablent sur des taux de l'ordre de 10% pour la Mauritanie et le Soudan, 7% pour la Libye, 6% pour l'Egypte et la Tunisie, 5 à 6% pour l'Algérie et moins de 5% pour le Maroc.

Cependant, ces performances ne sont pas en train de se traduire de manière évidente en création d'emploi.

En effet, les dernières statistiques de l'Organisation internationale du travail font état de taux de chômage élevé, la plupart étant supérieurs à 10%.

REPÈRES

Commerce Interregional

> Les exportations

intra-régionales ne représentent que 2,7% par rapport au total des exportations

> Le commerce bilatéral le plus important est celui qui s'opère entre la Libye et la Tunisie, avec un montant totalisant 372 millions de dollars en 2004. Les flux d'échanges entre l'Algérie et l'Egypte arrivent en seconde position, avec un montant d'environ 326 millions de dirhams.

Marrakech- Nadia Benyouref | LE MATIN



Afrique du Nord

L'intégration économique doit être recentrée

Publié le : 20.02.2007 | 10h45

La question de l'intégration économique et commerciale des pays de l'Afrique du Nord requiert d'être recentrée et crédibilisée, a estimé lundi le ministre du Commerce extérieur, Mustapha Mechahouri, ajoutant que cet objectif ne peut être atteint que par l'établissement d'un projet d'intégration qui, tout en étant doté d'une vision politique, obéira à une rationalité économique.

La région nord-africaine "constitue un cas des plus extrêmes sur le plan de la faiblesse du commerce intra-zone et du déficit de l'intégration régionale", a-t-il cependant relevé, lors de l'ouverture à Marrakech d'un Forum sur le développement en Afrique du Nord sous le thème "Le commerce : pour une croissance créatrice de l'emploi".

Il a souligné, à ce propos, que le contexte actuel incite à réfléchir sérieusement sur les moyens à même de créer une forte intégration régionale qui permettrait aux entreprises de faire face à une concurrence étrangère de plus en plus rude et de générer une croissance durable et créatrice d'emploi.

Le secrétaire général-adjoint des Nations unies et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Abdoulie Janneh, a rappelé que les performances économiques de la région de l'Afrique du Nord se sont améliorées au cours des dernières années, en témoigne la hausse de son PIB qui est passé de 4,8% en 2005 à 7% en 2006, expliquant ceci notamment par l'amélioration des politiques économiques des pays de la région.

"En dépit de ces performances encourageantes, l'avenir du développement en Afrique du Nord est encore confronté à quelques défis", a-t-il fait savoir, soulignant qu'il s'agit notamment de la question de l'emploi, de l'intégration régionale, ainsi que du renforcement de la participation des pays de la région dans le commerce international.

M. Janneh a, en outre, jugé primordial de dépasser le simple constat pour passer à une étape plus constructive où tous les acteurs concernés "se fixeront comme priorité de trouver, mais surtout de mettre en œuvre les solutions qui permettront à l'Afrique du Nord de doper son commerce intra-régional".

Hassan Abouyoub, ambassadeur itinérant du Royaume du Maroc, a plaidé, de son côté, pour une "abolition" de toutes les formes de frontières économiques au plan régional et l'adoption d'une vision endogène vis-à-vis des problèmes de la région auxquels il faut apporter des solutions qui soient également endogènes.

Il a mis en relief quatre éléments essentiels devant aider à l'amélioration de la compétitivité des économies de la région, à savoir la création d'un marché, sa régulation, sa stabilité et sa légitimation.

Le secrétaire général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), Habib Ben Yahia a estimé, quant à lui, que le thème choisi pour ce Forum s'impose, eu égard des mutations dictées par la globalisation et les nouveaux concepts de l'économie mondiale.

Evoquant les perspectives économiques des pays de l'UMA, M. Ben Yahya a mis l'accent sur la nécessité de prendre les mesures appropriées à même de favoriser, entre autres, l'augmentation du volume des échanges intermaghrébins dans un marché de 80 millions de consommateurs, l'amélioration de l'attractivité de la région en terme d'investissement, la création de l'emploi et le transfert des nouvelles technologies.

Le président de l'Union maghrébine des employeurs (UME), Hédi Djilani a appelé les opérateurs économiques maghrébins à œuvrer pour "la transformation de la concurrence en complémentarité entre les économies de la région", et ce pour l'intérêt de l'intégration économique des pays de la région et de l'ensemble du continent africain.

Actualité : ECONOMIE

Forum sur le Commerce en Afrique du Nord

Débat sur la croissance régionale

Publié le : 18.02.2007 | 11h13

L'enjeu est d'encourager les initiatives du secteur privé

C'est aujourd'hui que se tient le Forum sur le Commerce en Afrique du Nord à Marrakech. Les ministres chargés du Commerce dans les pays d'Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Libye, Egypte, Mauritanie et Soudan) et d'autres pays africains, ainsi que les personnalités chargées des affaires économiques et du commerce représentant les Etats-Unis et certains pays européens, notamment l'Espagne auront jusqu'à demain pour débattre d'un thème sur «Le commerce en Afrique du Nord : pour une croissance régionale intégrée et créatrice d'emplois». Ceci dans un contexte où l'augmentation et la stabilisation des taux de croissance dans les pays de la région n'ont pas eu d'impact significatif sur la réduction du chômage et de la pauvreté.

Or, des études menées récemment par le Bureau Afrique du Nord de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, montrent que des mesures simples mais soigneusement conçues, pourraient permettre une multiplication du commerce régional par un facteur de 5 à 10. D'où l'intérêt, actuellement, d'explorer les pistes nécessaires à la mise en œuvre d'un cercle vertueux permettant la promotion des exportations, l'accélération de la croissance économique et la création d'emplois.

Et ce, en s'appuyant sur le potentiel considérable de développement des échanges intra-régionaux en Afrique du Nord, tout en veillant sur un certain équilibre entre libéralisation et protection.

Les pays de la région se distinguent par la concomitance de trois phénomènes économiques, à savoir l'augmentation sensible des taux de croissance économique durant les 5 dernières années, la persistance de taux de chômage, ainsi qu'un très faible volume de commerce intra-régional.

L'enjeu est donc d'encourager les initiatives du secteur privé pour atteindre des taux de croissance encore plus élevés et générateurs d'emplois. «Il est important d'explorer comment décideurs et opérateurs du secteur privé peuvent mettre en place des stratégies commerciales qui soutiennent le développement durable dans ses aspects économiques et humains.

De plus, une collaboration accrue entre les pays de la région est nécessaire à la consolidation de la position de celle-ci dans les négociations commerciales internationales». Il faut dire qu'aujourd'hui, malgré plusieurs initiatives d'intégration régionale, les flux d'échanges intra-régionaux demeurent très faibles.

Les entraves à l'essor du commerce intra-régional sont multiples. Elles comprennent, notamment des taux de tarifs qui demeurent élevés, une complexité des systèmes tarifaires, des procédures douanières contraignantes et une multiplicité d'accords bilatéraux.

S'y ajoutent des difficultés au niveau des systèmes de paiement et de financement de commerce ainsi qu'un manque d'infrastructures de transport et de services d'appui. Quid de la libéralisation des échanges ? Certes la multiplication des zones de libre-échange et celle des accords d'association témoignent de l'engagement actif des pays de la région dans la libéralisation des échanges, seulement, il est primordial de mettre en œuvre les moyens de démêler l'entrelacement des accords et de lever les entraves à leur application. Autre point capital, les tarifs sur les importations sont parmi les plus élevés au monde.

Dans la région, ils sont de 21% en moyenne dans le secteur industriel pour les pays ayant le statut de nation la plus favorisée contre 10.8% en Asie et 9.5% en Amérique Latine. Bien que les taux de protection aient considérablement baissés durant la dernière décennie, le processus n'a pas été uniforme pour tous les pays de la région. Ceci dans la mesure où accélération du rythme de libéralisation du commerce et performance économique ne vont pas nécessairement de pair.

REPÈRES

Composition

> Le Bureau Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) couvre l'Algérie, l'Égypte, la Libye, la Mauritanie, le Maroc, le Soudan et la Tunisie.

> LMC, la Commission des Nations unies pour le commerce et le développement et les Commissions régionales des Nations unies y participent également

> Le forum est organisé par le Bureau Afrique du Nord de la CEA en collaboration avec le gouvernement marocain.

Les temps forts du Forum

Le forum, qui se veut une plate-forme d'échanges entre décideurs et opérateurs du secteur privé de la région ainsi que leurs contreparties et partenaires d'autres régions, met en évidence les différentes dimensions des interactions entre ouverture commerciale, croissance économique et bien-être des populations.

Il est établi que l'augmentation et la stabilisation des taux de croissance en Afrique du Nord et ailleurs s'appuie sur un renforcement des interdépendances entre les secteurs industriel, agricole et des services.

Le forum permet de discuter de la manière de poursuivre ce processus pour qu'il mène vers une intégration économique réussie dans le cadre de politiques de développement innovantes qui octroient à l'économie du savoir et de l'information un rôle central dans la facilitation et la stimulation du commerce.

Le forum accorde une attention particulière à la compatibilité de l'intensification du commerce avec le développement durable à travers les thèmes de bonne gouvernance, des partenariats public/privé et de la reformulation des droits de propriété intellectuelle que nécessite la nature des technologies de l'information. En clôture, sont prévus des séances plénières et un dialogue ministériel.

Objectif : Appuyer les mécanismes de partenariat multilatérale et bilatérale entre la région et les organisations internationales et/ou les pays ou groupes de pays du reste du continent africain, de l'Amérique du Nord et d'Europe.

Nadia Benyouref | LE MATIN

Organisée par le Bureau de l'Afrique du Nord de la CEA en collaboration avec le gouvernement marocain, cette rencontre (19 et 20 février) débattrà des dimensions des interactions entre ouverture commerciale, croissance économique et création d'emploi.

Outre les Etats membres du Bureau (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Mauritanie, Egypte et Soudan), le Forum connaît la participation de partenaires et d'opérateurs économiques d'autres régions concernées par le renforcement de leurs échanges économiques avec la région nord-africaine.

| MAP